

## **Le Pr Nkou Nvondo n'exclut pas les négociations devant aboutir à une coalition avec Maurice Kamto, mais pose des conditions.**

Le Pr Nkou Nvondo a répondu ce matin aux questions d'Achille Assako. Le journaliste d'ABK radio a entre autres, interrogé le commandant exécutif du parti Univers sur une possible coalition avec Maurice Kamto, le leader du MRC, en vue des élections de 2025.

Le Pr Nkou Nvondo a d'abord indiqué qu'il existe actuellement une cacophonie et une symphonie dans le landerneau politique camerounais, rendant ainsi compliqué sur derrière quel soliste se ranger pour une alliance politique.

Toute fois, l'enseignant de droit à l'université de Ngaoundéré a reconnu l'offre politique de Maurice Kamto qui, de son point de vue est meilleure, comparée à celui des autres hommes politiques.

Le Pr Nkou Nvondo peut suivre Maurice Kamto, dit-il, parce que ce leader, tout comme lui bagarre pour la résolution de la crise meurtrière des régions anglophones d'une part, et la révision profonde et consensuelle du système électoral d'autre part.

Si le juriste Nkou Nvondo veut également se mettre aux côtés de Maurice Kamto pour forcer le régime à faire droit aux aspirations des Camerounais au changement, il se montre très exigeant sur la manière. Il faut malgré tout garder l'esprit républicain, dit-il.

**«Je suis prêts à travailler avec le gens du MRC, mais le jour où ils vont me dire descendons à la poste centrale pour chasser Paul Biya, je leur dirai que je ne suis plus avec vous »**, déclare le Pr Nkou Nvondo.

Rappelons que Maurice Kamto, a souvent appelé à des « marches pacifiques » contre le régime dans tout le pays. Mais les autorités, en retour, ont généralement pris des mesures de sécurité draconiennes pour empêcher ces marches qui en réalité avaient pour objectif de chasser le président du pouvoir.

Pour certains, comme le président du parti d'opposition MPDR, Maurice Kamto veut plonger le pays dans le chaos **« . On ne sait plus ce qu'ils veulent. Tantôt c'est la guerre au Nord-Ouest et Sud-ouest, tantôt c'est le code électoral et le président qui doit partir, ensuite ils ont commencé à parler d'appel à l'insurrection. Vraiment dans n'importe quel pays du monde, ce parti aurait été interdit et ses dirigeants arrêtés »**, fulminait-il Le Pr Jean Claude

Shanda Tomne.

---